

Document

Hamma Hammami (PCOT) : « La révolution n'est pas finie, elle doit continuer »

(<http://lepcf.fr>)

Le 12 février 2011

Interview de Hamma Hammami, porte parole du parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT) pour le journal du Parti du Travail de Belgique (PTB). A l'origine, le PCOT est un parti maoïste (comme le PTB), alors que le parti communiste de Tunisie (PCT) s'est noyé dans l'autophobie et la collaboration de classe tout en se métamorphosant en "Mouvement Ettajdid".

Hamma Hammami est une figure clé de l'opposition tunisienne et porte-parole du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT). Plusieurs fois emprisonné, il est maintenant libre de parler de la situation sur place. Malgré son emploi du temps chargé, il a trouvé un peu de temps pour répondre à Solidaire.

Baudouin Deckers

Une semaine après la fuite de Ben Ali, pouvez-vous nous expliquer comment un tel mouvement populaire a pu naître et évoluer ?

Hamma Hammami. C'est le fait d'une assimilation. Déjà en 2008, il y a eu la révolte du bassin minier de Gafsa qui a exprimé un ras-le-bol contre le chômage, contre la pauvreté, contre la corruption et aussi contre la répression (cf. [1]). En 2008, ce mouvement ne s'est pas répandu, est resté à un niveau local, car dans les autres régions, la situation n'était pas la même. Il ne s'est donc pas propagé. Notre parti a étudié ce phénomène-là et en a conclu que l'échec était dû au fait qu'en 2008, la classe ouvrière n'a pas participé massivement à ce mouvement. Et puis les gens avaient encore très peur de la dictature, qui a très vite quadrillé le pays pour empêcher le mouvement de s'étendre, au point de vue géographique et au niveau social. À la fin de 2010, la situation a empiré à tous les niveaux, économique, social, politique. La corruption était devenue un phénomène dont on parlait partout, dans tous les milieux.

La situation s'est envenimée avant Sidi Bouzid (la ville où le 17 décembre 2010 le jeune marchand de fruits Mohamed Bouazizi s'est immolé par le feu lorsque la police lui enleva ses quelques marchandises. C'est l'acte qui a déclenché le soulèvement général...), à Ben Gardane, dans le sud, où il y avait eu une première révolte. C'était déjà un grand mouvement populaire, dans cette ville qui se trouve à la frontière libyenne. Donc le mouvement du mois de décembre avait déjà connu des prémices. En même temps, le pouvoir n'apportait plus de réponse aux revendications populaires mais a utilisé la force, la répression était très violente. Au même moment, on organisait des campagnes pour obliger Ben Ali à se présenter à des élections en 2014, pour en finir avec un président « élu à vie ».

Il y a plusieurs éléments qui ont préparé ce mouvement. Le mouvement démocratique révolutionnaire au sein du peuple tunisien, que ce soit au niveau du mouvement syndical, du mouvement des droits de l'homme, des jeunes et autres a bien diffusé ses messages.

Certains parlent de ce soulèvement comme étant une révolte spontanée. Est-ce juste ?

Hamma Hammami. C'est faux. Lorsque le mouvement a éclaté à Sidi Bouzid, on a dit à nos militants : « Soyez attentifs, le mouvement va s'élargir aussi bien géographiquement que socialement parce que tous les éléments sont là pour permettre un tel élargissement ». On dit que ce mouvement est spontané. Il faut faire attention. Des gens disent que c'est un mouvement spontané pour le discréditer, nier le rôle des forces révolutionnaires, progressistes dans l'opposition au cours de ces dernières années. C'est une manière aussi de dire qu'il faut chercher une issue à cette révolution avec l'ancien parti au pouvoir, que les politiques doivent assumer leurs responsabilités pour reprendre la direction d'un mouvement qui n'a pas de direction.

Le mot « spontané » ne correspond pas à l'ancienne définition. Ce mouvement n'est spontané que dans la mesure où il n'est pas organisé au niveau national. Il n'a pas une seule direction, un programme commun. Mais ça ne veut pas dire absence de conscience et absence d'organisation. La conscience existe, l'organisation aussi, même si c'est pour l'instant à un niveau local ou régional. La conscience existe, car les acteurs de ce mouvement ne sont pas des gens sans aucune conscience politique, syndicale, au contraire. Ceux qui ont participé sont des militants de gauche, des progressistes, des syndicalistes, des militants des droits humains. Ce sont des jeunes diplômés chômeurs qui appartiennent au mouvement étudiant. Notre parti est là, nos forces sont présentes. Les islamistes par contre n'ont pas vraiment participé. C'est pour cela que dans cette révolution, il n'y a aucun mot d'ordre religieux. Même si politiquement, les islamistes ont soutenu le mouvement. Au niveau de l'organisation, les militants se sont très vite organisés au niveau régional en comités.

Ces comités comptent aussi bien des syndicalistes de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) que des organisations de jeunes et autres ? Votre parti a-t-il pu participer ouvertement au mouvement ?

Hamma Hammami. Oui, le PCOT a participé ouvertement, car il y a un rapport de forces qui le permet. Notre parti est interdit mais à un certain moment, on a imposé une légalité de fait. On participe, car on a des dirigeants et des militants du parti qui sont connus dans le pays. Ils agissent dans leur région en tant que membres du PCOT, malgré l'interdiction. Moi par exemple, je parle au nom du parti uniquement et ce, depuis longtemps. Depuis que j'ai quitté la prison en 2002. Si le parti est en gros dans la clandestinité, il a des symboles qui sont très connus dans le pays, ouvertement liés au parti. Nous avons pu acquérir une certaine protection, parce que certains membres sont connus, donc protégés par le mouvement démocratique, par le monde syndical.

Quand on regarde la télévision ici, on a l'impression que Ben Ali a un peu préparé son départ et a permis à sa milice de piller une fois qu'il a dû s'enfuir. Est-ce juste ?

Hamma Hammami. Oui, il l'a préparé. La preuve en est qu'après avoir été arrêté le mercredi 12 janvier, j'ai été libéré une heure avant son départ, le vendredi 14. Vous savez, dans chaque révolution, il y a des éléments qui ont peur de cette révolution, peur de devoir rendre des comptes. Et surtout les grands tortionnaires, les grands criminels. Ben Ali les a armés, ce sont eux qui ont voulu semer le désordre dans le pays pour faire une sorte de chantage, faire choisir la population entre la sécurité ou l'anarchie.

On a vu à plusieurs reprises l'armée intervenir entre la police et les manifestants. Quel rôle joue l'armée finalement ?

Hamma Hammami. L'armée en Tunisie, a toujours été écartée de la vie politique. Chez nous c'est une dictature policière, c'est la police qui domine la vie publique, tout l'appareil de l'État. L'armée est intervenue pour protéger les biens publics et les biens des particuliers. L'armée a protégé la population, c'est elle qui a neutralisé les bandes armées. Jusqu'à présent l'armée n'a pas participé à la répression. Toutes les forces politiques sont d'accord pour dire que l'armée doit rentrer dans les casernes une fois l'ordre rétabli.

Les médias d'ici donnent l'image d'une population tunisienne dans l'expectative par rapport au gouvernement d'union nationale.

Hamma Hammami. Ce n'est pas vrai, elle n'est pas dans l'expectative. Même avant l'annonce de la constitution du nouveau gouvernement, les gens se sont retrouvés dans la rue pour dire non à ce gouvernement de l'ancien régime élargi à quelques éléments de l'opposition. C'est pour cette raison que les gens sont encore maintenant dans la rue.

Un gouvernement sans ex-collaborateurs de Ben Ali, constitué uniquement des organisations politiques légales, va-t-il faire l'affaire ?

Hamma Hammami. Ça ne va pas passer, maintenant il n'y a pas de légal et d'illégal. D'ailleurs ce jeudi soir (20 janvier, NdIR), le gouvernement a déclaré la légalité de tous les partis d'opposition. En principe notre parti est devenu légal, mais on attend toujours le papier officiel. Les gens sont pour un gouvernement provisoire, dans un premier temps, constitué de gens qui n'ont rien à voir avec l'ancien régime. Les gens

demandent d'ailleurs la dissolution de l'ancien parti de Ben Ali. Ce gouvernement provisoire aura pour tâche la préparation de l'élection d'une Assemblée constituante.

Comment réaliser cela, sans organisation nationale ?

Hamma Hammami. Nous sommes pour une conférence nationale qui doit se tenir très rapidement où il y aura les partis politiques, les syndicats, les associations des droits humains, des représentants de ces nouvelles structures régionales issues de cette révolution. Cette conférence nationale devra désigner un gouvernement provisoire qui sera accepté par tout le monde, pour gérer cette période de transition.

Vous appelez également à la formation de comités populaires dans des quartiers et des entreprises. Où en est-on à ce niveau ?

Hamma Hammami. Ces comités ont plusieurs formes. Ce sont parfois des comités populaires, parfois des assemblées populaires, pour la défense de la révolution. Ces comités doivent se créer partout parce que dans certaines régions, dans certains villages, il n'y a plus de pouvoir, plus d'autorité. Ce sont ces comités qui ont pris le pouvoir pour gérer les affaires publiques. L'objectif est, une fois qu'ils seront créés partout, les regrouper à un niveau plus élevé.

Comment jugez-vous l'influence des puissances occidentales dans ce soulèvement ?

Hamma Hammami. Comme le régime de Ben Ali est un régime de compradores (une bourgeoisie qui est totalement au service de puissances étrangères, de firmes étrangères, NdIR), il est surtout lié à l'Union européenne, plus spécifiquement à la France, l'Italie et l'Espagne. Mais aussi lié aux États-Unis. Tous ces pays ont été surpris par cette révolution. La France par exemple a soutenu jusqu'à la dernière minute le régime de Ben Ali. La ministre des Affaires étrangères Michèle Alliot-Marie a même proposé au régime Ben Ali une aide au niveau des équipes de maintien de l'ordre [2]. Les États-Unis ont été plus prudents. Mais tous les gouvernements occidentaux étaient « amis » avec Ben Ali. Le Premier ministre israélien a d'ailleurs déclaré qu'Israël avait perdu un grand ami. Ils ont tous été surpris par cette révolution, car ils voyaient les Tunisiens comme un peuple soumis, un peuple docile.

La Commission européenne a pris des mesures très très hésitantes quant au blocage des avoirs de Ben Ali...

Hamma Hammami. Oui, ils ne croient pas à ce qui se passe, ils n'en croient pas leurs yeux. Ils n'ont toujours pas réalisé que le peuple avait fait une révolution, tellement ils ne connaissaient pas la rue tunisienne. Par contre, les gouvernements arabes ont peur de ce qui se passe chez nous, car le peuple tunisien a montré qu'un peuple uni, et je crois que cette unité a été préparée, pouvait dire stop à son gouvernement. Et depuis 2005 et la grève de la faim (Plusieurs personnalités politiques et des défenseurs des droits de l'Homme avaient entamé une grève de la faim afin de protester contre les restrictions de liberté décidées par le régime, NdIR), il n'y a plus de bagarres idéologiques entre islamistes et laïques. La lutte s'est concentrée, pour tout le monde, autour d'axes politiques, sociaux et économiques. Et ça a aidé à l'unité du peuple tunisien. Et maintenant encore, cette unité est forte.

De Belgique, que pouvons-nous faire, au PTB, parti frère, dans les milieux progressistes et dans les syndicats ?

Hamma Hammami. Nous aimerions que vous portiez à la connaissance des jeunes et à la classe ouvrière de votre pays ce que nous faisons ici en Tunisie, en tant que communistes et progressistes. C'est très important, car on pense que dans les pays arabes, il n'y a que des islamistes. Il y a ce préjugé-là. Vous pouvez aussi montrer que la révolution n'est pas finie et qu'il faut la continuer. Beaucoup de voix en Occident s'élèvent pour dire « faites attention, il peut y avoir un coup d'État militaire, attention à l'islamisme. Il faut arrêter là et se contenter de mesures prises par ce gouvernement tel que l'amnistie ». Or le peuple veut un changement de régime politique. Il veut y mettre fin, car la dictature, ce n'est pas seulement Ben Ali, c'est une constitution, c'est un parti au pouvoir, des organes de répression, un arsenal juridique. Nous voulons pousser jusqu'au bout cette révolution pour mettre sur pied des institutions démocratiques qui tiendront, pour ne pas qu'il soit possible de retourner en arrière.

Notes.

[1] Le mouvement de Gafsa : Gafsa est situé au centre de la Tunisie. Toute la région vit sous la coupe de la Compagnie des Phosphates de Gafsa. Le 5 janvier 2008 sont publiés les résultats du concours d'embauche, qui sont jugés frauduleux. Des jeunes chômeurs déclenchent la lutte. Ils sont rejoints par les veuves des mineurs et leurs familles et le mouvement s'étend rapidement. Ouvriers, chômeurs, lycéens et habitants multiplient les grèves, manifestations, rassemblements. Alors que règne une grande pauvreté, les prix montent en flèche. Les luttes vont durer de longs mois et visent aussi la corruption et le népotisme. Le pouvoir tunisien répond avec une répression de plus en plus brutale, qui fait plusieurs morts. En dépit du contrôle des médias par le gouvernement de Ben Ali, le soulèvement de cette région enclavée représente le mouvement social le plus long, le plus puissant et le plus avancé de l'histoire récente de la Tunisie, avant la récente révolution. Pour en savoir plus on peut lire l'article « Révolte du "peuple des mines" de Tunisie », paru dans Le Monde Diplomatique de juillet 2008, sur www.monde-diplomatique.fr)

[2] Le 11 janvier, la ministre des Affaires étrangères Michèle Alliot-Marie a proposé, à l'Assemblée nationale, la coopération policière de la France avec le régime tunisien au motif que les forces de l'ordre françaises avaient du « savoir-faire »